



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre ce gouvernement au service des patrons

FAISONS ENTENDRE NOTRE COLÈRE LE 16 OCTOBRE PROCHAIN

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 2 OCTOBRE 2014

Après la « confiance » obtenue de justesse sur son « pacte de responsabilité », le gouvernement passe aux travaux pratiques avec la discussion qui s'est ouverte lundi sur le « projet de loi de financement de la Sécurité sociale ».

Malgré les coupes sombres déjà imposées aux retraites, aux soins, aux prestations familiales, le prétendu déficit se creuse et devrait s'accroître en 2015. Ce qui amène la ministre des Affaires sociales à annoncer 700 millions d'économies dans la branche « famille », qui pourraient être complétées par 3,2 milliards d'économies dans la branche « maladie ».

HOLLANDE, VALLS ET GATTAZ RESPONSABLES

Mais qui sont donc les responsables de cette situation ?

D'abord Gattaz et le MEDEF qui licencient et suppriment des milliers d'emplois pour défendre leurs profits, et qui réduisent ainsi les ressources de la Sécurité sociale.

Ensuite Hollande, Valls et tout son gouvernement qui « baissent le coût du travail » en exonérant les patrons de 30 milliards supplémentaires de cotisations sociales chaque année, qui s'ajouteront aux 35 milliards déjà accordés par les précédents gouvernements, creusant d'autant le « trou » de la Sécurité sociale.

Au bout du compte, leur objectif commun, celui du « pacte de responsabilité », c'est la liquidation pure et simple de la Sécurité sociale. Ce qu'ils veulent et fabriquent, c'est une société de précarité généralisée, sans couverture sociale, sans garanties collectives, sans Code du travail.

SACRIFICES POUR LES UNS, MAGOT POUR LES AUTRES

Depuis le début de son mandat, Hollande justifie chacune de ses mesures d'austérité par une prétendue relance de l'emploi. Pourtant, loin d'être inversée, la courbe du chômage ne cesse de

grimper, avec un demi million de chômeurs supplémentaires depuis son élection !

En clair, les sacrifices imposés aux salariés, chômeurs, jeunes et retraités ne servent qu'à engraisser banquiers et actionnaires. La preuve : malgré la « crise », la France est championne d'Europe du versement de dividendes aux actionnaires : près de 31 milliards d'euros distribués au deuxième trimestre 2014 (+ 30,3% par rapport à l'année précédente). Ce qui n'a pas empêché Valls d'aller déclarer à l'Université du MEDEF, fin août, qu'il « y a un problème de coût du travail dans notre pays » !

CONSTRUIRE UN VRAI BRAS DE FER AVEC CE GOUVERNEMENT

Ce mois d'octobre, l'Assemblée nationale va discuter et voter la loi de financement de la Sécurité sociale qui met en musique la « pacte de responsabilité » pour 2015.

Le 16 octobre, la CGT appelle à une journée d'actions et de grève interprofessionnelle.

Mais tout le monde a compris qu'il faudra bien plus qu'une « journée d'action » pour gagner contre un gouvernement qui se vante de sa « fermeté » contre les salariés en lutte. Après les cheminots, ce sont les pilotes d'Air France refusant des emplois « low cost » qui se sont heurtés à l'intransigeance et aux

campagnes de calomnies de ce gouvernement.

Alors oui, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la construction d'un indispensable « tous ensemble », avec tous celles et ceux qui ne supportent plus cette politique et qui veulent arrêter cette spirale de l'austérité sans fin et de la casse des acquis sociaux. Il faut dès aujourd'hui le préparer.

C'est dans cet état d'esprit que le NPA appelle à participer au 16 octobre, même si cette journée ne sera qu'un tout petit pas dans ce sens.

Pour gagner contre ce gouvernement et sa politique, c'est dans la rue et dans la grève, jusqu'à satisfaction, que ça se passera.



UNE MUTUELLE SOLIDAIRE, VRAIMENT ?

Sans demander l'avis des salariés concernés, CFDT, CGC et CGT n'ont pas été gênées d'aller signer l'accord instituant l'adhésion obligatoire à « Humanis-Mutuelle Renault ». Pour justifier l'injustifiable, syndicats et direction prétendent avoir « recherché un dispositif de couverture visant à assurer un juste remboursement ».

Mais s'il y a aujourd'hui problème de « juste remboursement », c'est d'abord en raison de la réduction de la part prise en charge par la Sécurité sociale. Une réduction motivée par le fameux « trou de la Sécu » dont on rabâche les oreilles.

Or ce trou, il est d'abord la conséquence de toutes les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, Renault compris.

Ces cadeaux aux entreprises doivent soi-disant faire baisser le chômage. Pourtant, le nombre des chômeurs n'a jamais été aussi nombreux et l'accès aux soins aussi cher.

Quant au contrat soi-disant « solidaire » de cette mutuelle obligatoire, où est-il lorsqu'on voit qu'une prise en charge maximale imposera d'adhérer au « régime supplémentaire » en plus du « régime de base » ? A l'opposé, une vraie « solidarité », ce serait de permettre un accès aux soins égal pour tous, sans formule optionnelle réservée uniquement à ceux qui auront les moyens de la payer.

RENAULT SANDOUILLE : PLUS DE TRAVAIL... ET DE PRÉCARITÉ

Ghosn l'a annoncé: l'usine Renault de Sandouville va produire, en plus du Trafic, l'Opel Vivaro et le Fiat Scudo. Il est aussi annoncé que l'usine Renault du Mans fabriquera les châssis de plus de 100 000 voitures Nissan Micra. Et que l'usine de Flins va aussi fabriquer des voitures Nissan.

Alors, du travail en plus pour des usines Renault, c'est une bonne chose, même si ces annonces sont loin de rattraper les dizaines de milliers d'emplois supprimés depuis dix ans.

Mais la vérité, c'est que ce surplus de travail se fera en intérim. Sandouville est déjà l'usine championne de la précarité avec 1.200 intérimaires sur son site.

Ces annonces seraient, paraît-il, les conséquences des sacrifices imposés par les accords de compétitivité. "Sans l'accord nous n'aurions probablement pas accepté le contrat proposé par nos partenaires car nous n'aurions pas gagné d'argent" a déclaré Carlos Ghosn, en visite à Sandouville, mardi dernier.

Pourtant, les salaires et les conditions de travail existant en France permettent bien aux grandes firmes mondialisées de réaliser des profits. L'accord de compétitivité n'était pas la condition pour faire tourner les usines Renault.

Alors, on n'a pas à dire merci, mais à reprendre le chemin de la lutte pour nos revendications.

D'abord pour l'embauche en CDI des 1.200 intérimaires travaillant aujourd'hui à Sandouville !

LES RAISINS DE LA GALÈRE

Ils ont détesté le plombier polonais, mais aujourd'hui, ils adorent le vendangeur polonais.

En Champagne, où le FN a récolté plus de 30% des voix aux élections européennes, on est beaucoup moins anti européen quand viennent les vendanges. Les frontières ouvertes, c'est bon pour la main-d'œuvre motivée et disciplinée. Les Polonais sont très recherchés : "Ils ne se plaignent jamais, quelle que soit la météo. C'est quand même bien pratique" se réjouit un viticulteur très bleu Marine. Payés au kilo (environ 17 centimes, congés payés inclus), ils n'ont pas vraiment le temps d'admirer le paysage : "C'est pour ça que je ne fais pas de mélange et que je ne prends pas de Français : ça risque d'être un enfer pour eux" commente un autre frontiste déclaré, propriétaire d'une dizaine d'hectares.

Les Polonais n'occupent pas encore la totalité des places proposées pour les 3 semaines de récolte, mais ça généralise la rémunération à la tâche et non plus au SMIC horaire, encore moins avec heures supplémentaires et majoration le dimanche ! Le recours à la main-d'œuvre de l'Est est parfaitement légal, surtout que le "rendement polonais" reste très performant en cas de grande récolte comme celle prévue cette année. Surcoté par la demande des plus grandes marques, le raisin le plus cher du monde continue de battre des records : 5,65€ le kilo l'an dernier et jusqu'à 6,50€ cette année dans les meilleurs crus. De quoi se saouler comme des Polonais, mais entre bons Français pour arroser ça. Voilà le vrai visage du FN !

LE CHIFFRE: 25 MILLIARDS D'EUROS !

C'est ce que les patrons volent à la Sécurité sociale, chaque année. La fraude, en ne payant pas leurs cotisations, a doublé par rapport à 2007 et s'élèverait aujourd'hui à 20 ou 25 milliards: plus que le «trou» de la Sécu, qui s'élève cette année à 14,7 milliards.

La fraude à «Pôle emploi» serait, elle, de 39 millions.

Mais le gouvernement veut, bien sûr, fliquer d'abord les chômeurs.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique